



Bundesamt für Landwirtschaft
Office fédéral de l'agriculture
Ufficio federale dell'agricoltura
Uffizi federal d'agricultura

DEZA DIREKTION FÜR ENTWICKLUNG UND ZUSAMMENARBEIT
DDC DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION
DSC DIREZIONE DELLO SVILUPPO E DELLA COOPERAZIONE
SDC SWISS AGENCY FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION
COSUDE AGENCIA SUIZA PARA EL DESARROLLO Y LA COOPERACION



Berner Fachhochschule

Schweizerische Hochschule
für Landwirtschaft
Haute école suisse d'agronomie

Symposium: „Sans eau, pas de nourriture“

Mardi, le 14 octobre 2003, 09.00 h, Haute école suisse d'agronomie, Zollikofen

L'eau – un enjeu de politique du développement

Rosmarie Bär, coordinatrice pour la politique du développement, Communauté de travail
Swissaid • Action de Carême • Pain pour le prochain • Helvetas • Caritas • Eper

Seul le texte prononcé fait foi



Communauté de travail
Swissaid • Action de Carême
Pain pour le prochain
Helvetas • Caritas • Eper

Monbijoustrasse 31 • Case postale • CH-3001 Berne
Tél. +41 31 390 93 30 • Fax +41 31 390 93 31
mail@swisscoalition.ch • www.swisscoalition.ch

**Symposium «Sans eau, pas de nourriture»
14 octobre 2003
Zollikofen, Haute Ecole Suisse de l'Agronomie (HESA)**

**L'eau – un enjeu de politique de développement
Rosmarie Bär, coordinatrice pour la politique de développement**

Le discours prononcé fait foi

En fait, le titre de mon exposé est faux ou disons qu'il est incomplet; l'eau est bien plus qu'un enjeu de politique du développement.

L'eau est désormais une question de survie pour la planète. Parler de l'avenir de l'humanité, c'est parler d'eau car personne ne niera que l'eau, c'est la vie. Parler d'eau, c'est aussi, obligatoirement, parler de politique. Et pas seulement de politique de développement. En effet, l'eau est le thème de nombreuses politiques sectorielles – politique agricole et territoriale, politique commerciale et économique, politique de l'énergie et de l'environnement, politique sociale et de santé, politique d'égalité, et j'en passe. Mais surtout, la politique de l'eau est une politique des droits de l'homme. Disons-le d'emblée: gérer la crise de l'eau n'est pas seulement une tâche pour les planificateurs et les ingénieurs. Elle ne peut pas être résolue simplement par des mesures techniques et par plus d'efficacité. Il est essentiel que le politique s'en mêle, essentiel qu'il y ait une volonté politique d'agir. La lutte pour une politique durable de l'eau est en même temps une lutte pour des changements au niveau de la société et pour plus de justice sociale.

Lorsque l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré 2003 l'Année internationale de l'eau douce, le secrétaire général Kofi Annan lançait cet avertissement: «La crise globale de l'eau est devenu un défi majeur pour la communauté internationale, l'eau est le problème central du 21^e siècle.» Et les autorités onusiennes de l'environnement de renchérir: «La crise de l'eau est aussi dramatique et potentiellement dangereuse que le changement climatique.» En avril de cette année, l'ONU a publié pour la première fois un rapport circonstancié sur l'eau dans le monde, qui explique clairement la principale cause de la crise: «Au vu de l'inaction du politique, l'eau va se raréfier dans une mesure jusqu'ici inédite dans de nombreuses régions du globe.»

Ce n'est pas à des spécialistes comme vous que je vais devoir expliquer la crise à l'aide de chiffres et de faits. Nous le savons tous: l'eau, cette source de vie, va très mal.

Les réserves d'eau diminuent à l'échelle du globe. De plus en plus de pays sont confrontés à de graves problèmes d'eau, dus à une consommation et une pollu-

tion croissantes, à un gaspillage immense. Sans compter que la poussée démographique augmente le besoin en eau. Mais depuis longtemps déjà, la consommation d'eau n'est plus en phase avec l'accroissement de la population.

Dans notre travail et nos décisions, nous devrions constamment garder à l'esprit l'injuste répartition de la ressource «eau» et les énormes différences de consommation d'eau par personne: 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable, principalement en Afrique, en Asie et en Amérique latine. En Suisse, l'eau potable abonde pour tous les usages. Chaque Suisse consomme en moyenne 160 litres d'eau par jour (à 26 ct.) alors que les personnes vivant au sud du Sahara n'ont même pas 20 litres par jour pour se laver, boire et cuire les aliments. Pour nous, cela équivaut à tirer deux fois la chasse d'eau. Dans le richissime sud californien, avec ses immenses jardins, ses piscines et ses places de golfe, la consommation d'eau peut se chiffrer à 3000 litres par personne par jour! Selon l'Organisation mondiale de la Santé, le besoin minimal en eau pour qu'une personne puisse vivre plus ou moins décemment est de 50 litres par jour.

3 milliards de personnes n'ont pas accès aux installations sanitaires les plus élémentaires. Chaque jour, 8000 enfants meurent suite à la consommation d'eau sale. Sans oublier les 841 millions de personnes qui souffrent de la faim et de sous-alimentation dans un monde de surabondance. Leur sort ne fait plus guère la une des journaux. Et pourtant, la faim fait partie du thème d'aujourd'hui: l'eau et le pain sont depuis toujours indissociables.

Pour le résumer en mots plutôt qu'en chiffres: là où l'eau manque, la faim, la pauvreté, la détresse et les maladies se répandent, les déserts s'étendent. Les populations migrent, fuyant la misère. Des troubles sociaux, des conflits et le danger de guerres à cause de l'eau augmentent. Kofi Annan l'a dit au début de l'Année sur l'eau: *«Pas d'eau – pas d'avenir»*.

L'ONU a fixé les «objectifs du millénaire» pour tenter de résoudre cette crise globale. L'un de ces objectifs est de réduire de moitié la part des personnes n'ayant pas accès à de l'eau potable de bonne qualité (1,4 milliard) d'ici à 2015. Le sommet de l'ONU pour le développement durable de l'an passé à Johannesburg a repris cet objectif dans son plan d'action et ajouté l'objectif connexe de réduire également de moitié le nombre des personnes ne disposant pas des moyens sanitaires les plus élémentaires (3 milliards). La priorité absolue des objectifs onusiens du millénaire et du plan d'action de Johannesburg est la lutte contre la pauvreté. Or, celle-ci commence avec la sécurité alimentaire. Assurer l'accès à l'eau, gage de la sécurité alimentaire, c'est contribuer à briser le cercle vicieux de la pauvreté.

Pour réaliser ces grands objectifs, il est impératif de changer de cap. D'abord dans la politique agricole. L'agriculture est le plus grand consommateur d'eau. Plus de 70% de cette ressource – et dans les pays en développement plus de 80% – sont utilisés pour la production d'aliments. Aujourd'hui déjà, 40% de la production mondiale de denrées alimentaires est tributaire d'une irrigation artificielle. La FAO a d'ailleurs choisi l'Année de l'eau douce pour souligner l'importance de la production agricole par cultures irriguées pour la sécurité alimentaire.

Mais la grande partie des produits de l'agriculture d'irrigation ne sert pas à nourrir la population indigène. On irrigue surtout les monocultures d'exportation, comme le coton, le soja, les fruits et légumes, les fleurs. Même les céréales ne sont plus guère cultivées comme aliments de base pour la population locale mais sont exportées en majeure partie comme fourrage. On connaît la suite. Augmentation de la salinité des sols, érosion, baisse de fertilité, nappe phréatique polluée par les pesticides.

Changer de cap veut dire ici: investir davantage dans la petite paysannerie et les cultures pluviales traditionnelles. C'est bien à tort que l'on qualifie ce type de culture d'arriéré. Dans de nombreux pays, l'alimentation de base de la population indigène est tirée des cultures pluviales et des terres marginales. Pendant des siècles, les populations indigènes ont fait montre d'un extraordinaire talent pour ajuster leur agriculture aux caprices de la nature. Aujourd'hui, ils subissent de plein fouet la concurrence de l'agriculture d'irrigation. Pour lutter efficacement contre la faim et la pauvreté, il ne faut pas investir seulement dans les régions à haut rendement et dans des techniques d'irrigation de pointe. A l'avenir, une gestion durable de l'eau dans l'agriculture doit s'orienter vers une diversité de techniques d'irrigation traditionnelles, opérant à petite échelle et avantageuses. Chaque tonne de nourriture produite par culture pluviale permet d'économiser 1000 tonnes d'eau d'arrosage. La diversité des espèces indigènes et l'agriculture écologique ont besoin de moins d'eau que les plantes allogènes. Dans les pays en développement, les petits paysans doivent pouvoir participer aux décisions concernant «la politique de l'eau».

L'agriculture n'est pas seulement le principal consommateur d'eau, elle en gaspille aussi énormément. L'irrigation est souvent synonyme d'inefficience et de gaspillage: 60% de l'eau d'arrosage n'atteint jamais les plantes. En raison de systèmes d'irrigation défectueux, de réseaux de conduites vétustes, de technologies inadaptées, l'eau s'évapore ou s'écoule dans le sol par infiltration. Alors on conçoit et on utilise des systèmes de pompage toujours plus puissants. On va chercher l'eau toujours plus en profondeur, jusqu'aux nappes souterraines fossiles qui ne se régénèrent pas. C'est la méthode utilisée par l'Arabie saoudite pour faire pousser du blé dans le désert. Les eaux souterraines finiront par être épuisées, perpétuant le cercle infernal de la faim, de la pauvreté et de la migration. Le premier pas à faire, c'est de prendre la décision politique d'investir davantage dans le développement rural. Car ne l'oublions pas: 75% des gens qui n'ont pas accès à l'eau, qui ont faim et qui sont pauvres, vivent à la campagne.

De l'agriculture à la politique économique et commerciale mondiale, il n'y a qu'un pas. De nombreux pays en développement dénoncent, et à raison, qu'ils ont été forcés de se convertir à la monoculture, à une agriculture de plantation, pour le marché mondial afin de rembourser leurs dettes. Aujourd'hui, on leur reproche de gaspiller trop d'eau pour ce type d'agriculture. L'agriculture intensive entraîne aussi des conflits intérieurs liés à l'accès à l'eau, et pas seulement dans les pays en développement. En Espagne par exemple, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre le projet de construction d'un gigantesque réseau d'aqueducs pour amener l'eau de l'Ebre au nord du pays vers la lointaine Andalousie. On en a besoin là-bas pour les cultures intensives de tomates et de concombres que l'on achète chez nous en décembre. Les gens qui travaillent dans ces plantations sont en majeure partie des émigrés marocains. Chez eux, ils vivaient dans la misère, sans perspectives d'avenir, surtout en raison du manque d'eau. En Andalousie, ils vivent dans de tristes baraques, une fois de plus sans eau. Cela s'appelle un cercle vicieux.

Ce maldéveloppement a encore été stimulé par le subventionnement des denrées alimentaires produites en trop par les Etats industrialisés, que l'on déverse sur les marchés des pays en développement, mettant en péril l'existence même de la paysannerie locale. Dans ce contexte, changer de cap veut dire: mettre en œuvre des règles commerciales équitables au sein de l'OMC. Des règles qui soutiennent l'économie locale du «marché hebdomadaire» dans les pays en développement plutôt que le marché globalisé dans les pays industrialisés. Les conséquences en

seraient une utilisation plus durable de l'eau, moins de pauvreté et une plus grande sécurité alimentaire.

La crise globale de l'eau est étroitement liée au changement climatique global. Une fois de plus, les pays industrialisés sont les principaux coupables, avec 80% des émissions de CO₂ à mettre sur leur compte. Les pays les plus touchés par les effets de cette évolution sont ceux qui ont le moins contribué à ses causes. Le changement climatique déséquilibre le cycle de l'eau et occasionne aujourd'hui déjà 20% des problèmes d'eau. Il continuera à entraver la juste répartition des ressources en eau. La pénurie d'eau sera particulièrement marquée dans les Etats du Moyen Orient, qui connaissent aujourd'hui déjà des conflits en lien avec l'alimentation en eau. Et dans le sous-continent indien, le sud de l'Afrique et de vastes régions d'Amérique latine, les grands fleuves sont menacés d'assèchement. Les catastrophes naturelles comme les sécheresses et les pluies diluviennes se multiplient, détruisant des ressources vitales. En Suisse aussi, nous en avons fait l'expérience récemment. Alors qu'un été, des trombes d'eau ont dévasté le village de Gondo en l'espace de quelques minutes, l'extrême sécheresse de cette année a fortement réduit le rendement des récoltes. Très vite, le manque d'eau entraîne des problèmes de distribution; les paysans suisses en ont fait l'expérience à leurs dépens. Ainsi, on a interdit aux agriculteurs du canton de Berne de prélever de l'eau des ruisseaux pour irriguer leurs champs afin de ne pas mettre en péril la pêche et ménager l'écologie des eaux. Ici, changer de cap signifie: mettre en œuvre aussi vite que possible à l'échelle mondiale le Protocole de Kyoto. Et en Suisse, introduire la taxe sur le CO₂ et se convertir aux énergies renouvelables.

La crise de l'eau touche également fortement le domaine de l'égalité entre les femmes et hommes. Dans les pays en développement, porter l'eau a toujours été la tâche des femmes et des enfants. Les femmes sont les porteuses d'eau du monde. Parcourant de longues distances, marchant de longues heures, elles ramènent tous les jours les quelque 60 litres d'eau nécessaires pour couvrir les besoins de la famille. Une femme de 65 ans a consacré un tiers de sa vie à cette tâche dans le nord-est aride du Brésil. Ce lourd travail occasionne souvent des problèmes de santé chroniques, sans compter qu'il ne laisse plus guère de temps ni d'énergie pour l'école et la formation, et donc, pour le développement et l'indépendance économique. Alors que les femmes portent l'eau, les hommes prennent les décisions. Ce sont les hommes qui siègent dans les assemblées exécutives, qui décident de l'achat de pompes, de l'emplacement des puits et de la distribution d'eau. Les femmes sont aussi les nourricières du monde. A l'échelle mondiale, les femmes produisent plus de la moitié de toutes les denrées alimentaires, en Afrique 80%. Leur rôle de responsable dans la chaîne alimentaire est en contradiction flagrante avec leur manque de droits quant à l'acquisition ou la possession de terres, l'obtention de crédits, de semences et d'aide technique. L'accès équitable des femmes à l'eau et au sol est un facteur clé dans le combat contre la pauvreté. L'égalité des sexes est un autre objectif du millénaire de l'ONU. Il est capital que les organisations internationales, les agences de coopération au développement et les gouvernements en tiennent compte systématiquement dans leur travail.

«La crise de l'eau est un scandale, on n'aurait pas dû en arriver là», s'est indigné le directeur de l'UNESCO. Mais on en est arrivé là parce que, ici comme ailleurs, il manque la volonté politique d'agir. Pour preuve: rappelons-nous ce que la Communauté des nations avait déclaré lors du premier sommet sur l'eau de l'ONU en 1977: «Tout être humain a le même droit à l'eau potable, en qualité et en quantité

suffisantes pour ses besoins.» Suivi de la promesse: «Jusqu'en l'an 2000, tous les êtres humains de notre planète auront accès à de l'eau potable propre».

Le manque d'argent figure en tête de liste des raisons invoquées pour expliquer que des milliards de personnes continuent à vivre dans le dénuement et sans eau. Selon la Banque mondiale, il faudrait 180 milliards de dollars par année pour atteindre les objectifs du millénaire dans le domaine de l'eau. Soit le double de ce que les Etats, les villes et les communes, la coopération au développement et les investisseurs privés engagent actuellement. Ce chiffre a été contesté avec véhémence par le président du Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC) le printemps dernier lors de la conférence annuelle de la Commission pour le développement durable (CSD) à New York. Selon lui, en renonçant aux projets mammoth en termes de technologie et de coûts, 10 milliards de dollars par année suffiraient pour offrir à tous de l'eau et des sanitaires, soit même pas la moitié de ce que l'Europe et les Etats Unis dépensent chaque année en fourrage.

Cette somme pourrait être réunie sans difficulté. Il suffirait que les Etats et les organisations de développement mettent en œuvre l'Initiative 20:20 signée en 1995 lors du sommet social à Copenhague, par laquelle ils s'engageaient à réserver 20% de leur aide au développement à des besoins sociaux fondamentaux, comme l'approvisionnement en eau potable à des prix avantageux et la mise en place d'installations sanitaires. En contrepartie, les pays en développement devaient consacrer 20% de leur budget public à ce domaine. Cette initiative prometteuse, que l'organisation onusienne d'aide à l'enfance UNICEF continue à soutenir, est restée lettre morte de part et d'autre. Ce qui vient malheureusement confirmer une tendance générale: les belles promesses faites lors des conférences de l'ONU sont rarement matérialisées.

Et pourtant, nous parlons ici des engagements les plus fondamentaux faits dans le cadre de l'ONU, à savoir la protection des droits de l'homme. Le droit à l'eau en fait partie. Les Etats ont le devoir de concrétiser ce droit de l'homme pour tous. En novembre 2002, le Comité onusien pour les droits économiques, sociaux et culturels (ECOSOC) a émis un commentaire général (15) sur le droit à l'eau, d'une importance cruciale, qui condamne la commercialisation de l'eau comme banale marchandise.

Les avis divergent sur cette question de principe. L'eau est-elle un bien public, comme le climat, ou une simple marchandise, comme un parapluie ou un trombone de bureau? Ou pour poser la question différemment: à qui l'eau appartient-elle?

Qui est responsable de l'approvisionnement en eau de la population? L'Etat, les pouvoirs publics ou l'économie privée?

Pourquoi ces questions? Parce que l'eau s'est trouvée prise dans la tourmente de la libéralisation, sous l'impulsion en premier lieu de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ils ont contraint les pays en développement pauvres et endettés à combattre la pauvreté à coup de libéralisation et de privatisation de leurs services publics. Mentionnons la formation, la santé et l'approvisionnement en eau. Le Mozambique par exemple a dû vendre l'alimentation en eau de sa capitale Maputo pour bénéficier d'une remise de dettes. Idem au Cameroun, en Tanzanie, au Kenya et au Ghana. Je ne cite là que quelques exemples. Sans exception, les grands groupes multinationaux en profitent et le secteur privé local en fait les frais.

Trois puissantes multinationales, en France et en Allemagne, se partagent l'empire de l'eau. Des villes comme Manille, Karachi, Casablanca, Djakarta, Buenos Aires et Panama sont sous le contrôle de compagnies françaises (comme Vivendi, Suez Lyonnaise) ou allemandes (comme RWE Konzern). On assiste à un néocolonialisme de l'eau. Les bénéficiaires partent à l'étranger, privant d'autres moyens encore des pays pauvres déjà pris à la gorge. Et les multinationales ne se gênent pas de rompre les contrats si les bénéficiaires ne sont pas assez juteux à leur goût. C'est ce qui s'est passé récemment à Manille.

Les marchands d'eau s'intéressent essentiellement aux réseaux de distribution d'eau dans les villes, là où vivent des clients bons payeurs en nombre suffisant. Souvent le prix de l'eau renchérit au point que la population pauvre ne peut plus se la payer et doit à nouveau utiliser l'eau polluée des fleuves. Comme récemment en Afrique du sud, avec pour conséquence une épidémie de choléra. Les gens de la campagne qui n'ont pas accès à l'eau continuent à ne pas avoir l'accès à l'eau, comme aussi les gens qui vivent dans les bidonvilles de grandes métropoles. Bref, on ne s'est pas rapproché d'un seau d'eau de l'objectif du millénaire d'alimenter en eau plus de gens.

Pour surmonter la crise de l'eau, il faut partir d'un autre pied. Nous en arrivons ici au développement durable. Écoutons encore ce que la Communauté internationale a déclaré lors du sommet de la terre à Rio: «Seule une répartition équitable de l'eau entre les différents groupes d'utilisateurs, entre les États et entre l'être humain et la nature est une approche viable».

En d'autres termes: l'eau doit rester un bien public, comme l'air que nous respirons, car l'un comme l'autre sont irremplaçables. L'homme d'État et philosophe grec Platon l'a dit déjà 400 av. J-C: «L'eau est la chose la plus nécessaire pour entretenir la vie, mais aussi celle qui est la plus facile à gâter. Il faut donc une loi pour la protéger». Cette affirmation n'a rien perdu de son actualité. Aujourd'hui, l'eau a besoin de la protection du droit international, qui fait gravement défaut aujourd'hui. Le droit international doit garantir à tous les êtres humains vivant sur la planète Terre un approvisionnement suffisant en eau, l'accès à l'eau potable et une juste répartition de la précieuse ressource. Dans la Convention internationale sur le climat, le climat est ancré comme «un bien commun de l'humanité». De la même manière, l'eau doit être protégée par une Convention internationale sur l'eau.

La Suisse, château d'eau de l'Europe a un devoir particulier en matière de protection de l'eau. Comme l'a écrit le Bernois Jörg Paul Müller, spécialiste en droit public: «la principale finalité d'un État moderne est d'assurer des conditions-cadre pour un ordre mondial élémentaire sans lequel la vie sur la planète est sérieusement menacée».

Conclusion: la Suisse doit s'engager pour une convention sur l'eau au niveau de l'ONU. Il s'agirait d'une politique intérieure active et cohérente au niveau mondial, telle qu'elle est ancrée dans la constitution: «La Confédération ... contribue notamment à lutter contre la pauvreté dans le monde ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, ... et la préservation des ressources naturelles». L'eau, ressource vitale, commande une éthique de l'action basée sur la responsabilité, la prévoyance et le respect, et guidée par un souci de justice et de solidarité.